

Art. 11. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 novembre 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
G. MUNDELEER

Art. 11. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,
G. MUNDELEER

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 87 — 2163

Arrêté royal fixant des normes de qualité de base pour les eaux du réseau hydrographique public et portant adaptation de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics, et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales

RAPPORT AU ROI

Sire,

La politique en matière d'environnement, notamment la lutte contre la pollution, est axée sur deux voies. D'une part, les pouvoirs publics définissent les objectifs de qualité que l'on veut atteindre à l'avenir en ce qui concerne l'air, l'eau, le bruit... les normes de qualité (synonyme : normes d'immission) peuvent éventuellement être fixées juridiquement, ce qui accroît la sécurité juridique quant au but de la politique en matière d'environnement.

D'autre part, les autorités s'attaquent à la pollution à la source, par des normes de rejet (synonyme : normes d'émission).

La lutte contre la pollution des eaux de surface est basée, depuis 1971, sur la loi-cadre du 26 mars 1971 sur la lutte contre la pollution des eaux. L'exposé des motifs précise que cette loi nous permet de fixer tant des normes de qualité que des normes d'émission. Cet objectif est concrétisé par le règlement général du 3 août 1976 qui contient des normes de rejet mais aussi, en son article 10, § 1er, et dans l'ensemble de l'annexe II, une liste de normes de qualité.

Le 24 mai 1983, une loi d'exception a été adoptée relative aux normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux de surface à usages déterminés (économiques ou récréatifs). Dans son article unique, la loi stipule que les normes fixées en exécution de la loi se limiteront aux obligations découlant des obligations dans le cadre de la C.E.E. (ou d'autres organisations internationales).

Elle précise, en outre, que ces arrêtés peuvent même abroger des dispositions légales. L'objectif de cette loi d'exception était, dès lors, d'autoriser la transposition des directives C.E.E. par une sorte d'arrêtés de pouvoirs spéciaux.

Dans le courant de 1987, un accord a été atteint au sein de la Commission technique — composée d'experts régionaux et nationaux — chargée de l'actualisation des normes fixées par le règlement général du 3 août 1976, cet accord concernait la modernisation des normes de qualité prévues par l'article 10 et l'annexe VI dudit règlement, basé sur la loi du 26 mars 1971. Ces normes ont été reprises dans un projet d'arrêté royal que vise ainsi une actualisation de ce règlement général des déversements.

Le Conseil d'Etat a émis l'avis suivant au sujet de ce projet : « Dans l'exposé des motifs de la loi du 24 mai 1983 (voir ci-avant) le Gouvernement précisait que la loi du 26 mars 1971 autorise uniquement la fixation des normes auxquelles doivent répondre les eaux usées déversées dans les eaux de surface — les normes dites « d'émission », mais qu'elle ne contient aucune disposition permettant de réglementer l'immission.

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU**

N. 87 — 2163

Koninklijk besluit houdende vaststelling van de basiskwaliteitsnormen voor de wateren van het openbaar hydrografisch net, en tot aanpassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen, en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het milieubeleid, meer bepaald het beleid tot bestrijding van milieuvervuiling, hanteert twee wegen. Aan de ene kant definieert de overheid de milieukwaliteit die men inzake lucht, water, geluid... wil bereiken in de toekomst; eventueel kan ze deze kwaliteitsnormen (synoniem : immissienormen) juridisch vastleggen, hetgeen meer rechtzekerheid biedt i.v.m. het doel van het milieubeleid.

Anderzijds gaat de overheid dan ook de bron van de vervuiling aan bestrijden, door zogenaamde lozingsnormen (synoniem : emissienormen.)

Inzake de bestrijding van de oppervlaktewatervervuiling wordt sinds 1971 gewerkt op basis van de grote kaderwet van 26 maart 1971 ter bestrijding van de waterverontreiniging. In de memorie van toelichting zien we, dat op basis van deze wet zowel kwaliteits- als emissienormen kunnen worden genomen. Aan deze doelstelling werd concreet gestalte gegeven door het algemeen lozingsreglement van 3 augustus 1976, dat zowel lozingsnormen bevat, als, in artikel 10, § 1, en in de volledige bijlage VI, een lijst van kwaliteitsnormen.

Op 24 mei 1983 werd een uitzonderingswet aangenomen betreffende de algemene kwaliteitsnormen van oppervlaktewater, dat voor welbepaalde (economische of recreatieve) doeleinden bestemd is. In zijn enig artikel, zegt deze wet, dat de normen die op basis van deze wet zullen worden aangenomen, beperkt zullen worden tot wat uit de E.G.-verplichtingen (of andere internationale organisaties) voortvloeit.

Bovendien wordt bepaald dat deze besluiten zelfs wettelijke bepalingen kunnen opheffen. Deze uitzonderingswet wou dus blijkbaar de omzetting van E.G.-richtlijnen door een soort volmachtsbesluiten laten gebeuren.

In de loop van 1987, werd in de technische commissie — bestaande uit gewestelijke en nationale deskundigen — belast met het actualiseren van de normen uit het algemeen lozingsreglement van 3 augustus 1976, een akkoord bereikt over de modernisering van kwaliteitsnormen uit artikel 10 en bijlage VI van dit lozingsreglement, dat, zoals gezegd, steunt op de wet van 26 maart 1971. Deze normen werden in een ontwerp-koninklijk besluit gegoten, dat dus een actualisering van dit algemeen lozingsreglement beoogt.

Op dit ontwerp bracht de Raad van State evenwel volgend advies uit : « In de memorie van toelichting bij de wet van 24 mei 1983 (zie hoger) stelde de regering dat de wet van 26 maart 1971 alleen toeiaat de vormen vast te stellen waaraan het afvalwater moet beantwoorden dat in de oppervlaktewateren wordt geloosd — de zogenaamde emissienormen — doch dat die wet geen enkele bepaling bevat op grond waarvan de immissie kan worden gereguleerd.

Le Conseil d'Etat ne peut que constater qu'en adoptant le projet de loi visé, qui est devenu la loi du 24 mai 1983 relative aux normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux de surface à usages déterminés, les Chambres législatives se sont ralliées à cette interprétation restrictive de la portée de la loi du 26 mars 1971. Le Conseil d'Etat conclut, par conséquent, que l'actuel projet d'arrêté ne trouve pas de fondement légal dans la loi du 26 mars 1971.

I. Le Gouvernement ne peut se rallier à cette position et tient à se distancer de la déclaration faite par le Gouvernement en 1983, et ce pour les raisons suivantes :

1. Si le Conseil d'Etat avait comparé l'exposé des motifs de la loi du 24 mai 1983 à l'exposé des motifs du 26 mars 1971, il aurait pu constater que l'interprétation du Gouvernement citée donnée en 1983 au sujet de la loi du 26 mars 1971 — était inexacte. L'exposé des motifs de la loi du 26 mars 1971, précise notamment (Doc. Parl. Sénat, session 1965-1966, doc. 212, p. 5) : « La réglementation relative aux déversements dans des eaux publiques pourra établir des normes auxquelles devront satisfaire non seulement les eaux déversées, mais également les eaux réceptrices ». Il s'agit là, d'une confirmation de la philosophie générale selon laquelle tant des normes de qualité que des normes d'émission seront mises en œuvre.

L'exposé des motifs de la loi du 24 mai 1983 et l'exposé des motifs de la loi du 26 mars 1971 sont, dès lors, contradictoires.

2. Le fait que la promulgation d'objectifs de qualité sur la base de la loi du 26 mars 1971 était une évidence générale apparaît de l'article 10 et l'annexe III, l'arrêté royal du 3 août 1976 fixant le règlement général relatif aux déversements pour tous les rejets effectués dans notre pays, qui décrivent les « objectifs de qualité des eaux réceptrices ». Déjà dans son préambule, l'arrêté royal du 3 août 1976 stipule que les directives C.E.E. fixant des objectifs de qualité pour les eaux de surface, destinées aux eaux de baignade et, à l'eau potable ont été prises en considération lors de son élaboration.

L'interprétation gouvernementale de 1983 de la loi du 26 mars 1971 est dès lors en second lieu contraire au règlement de base des déversements, découlant de la loi du 26 mars 1971 et toujours d'application.

3. La loi du 26 mars 1971 a été précédée par la loi du 11 mars 1950 sur la protection des eaux contre la pollution. La différence entre les deux lois réside dans la structure de la politique dans le secteur de l'eau : en 1950, la compétence était impartie aux communes, en 1971 elle était centralisée. Cette loi fut exécutée par un règlement général du 29 décembre 1953 introduisant un système d'objectifs de qualité.

Les eaux sont réparties en trois classes selon leur destination (eaux de boisson, pêche et abreuvement des animaux, industrie) et des normes de qualité sont fixées pour chaque catégorie. La philosophie de la loi du 26 mars 1971 visant également à fixer des normes de qualité était, en fait, déjà établie depuis les années 1950; l'exposé des motifs de la loi du 24 mai 1983 n'en tient visiblement pas compte.

4. Ce n'est pas parce que la mission générale confiée au Roi, à l'article 3 de la loi du 26 mars 1971, ne reprend pas textuellement le terme « objectifs de qualité » qu'il ne serait pas habilité à fixer de telles normes. L'article 3 de cette loi stipule notamment : « Le Roi établit les règlements généraux relatifs aux égouts publics et aux déversements dans les eaux visées à l'article 1er (réseau hydrographique public). L'interprétation dominante au sujet de la mission exécutive du Roi est décrite par Mast et Dujardin (Overzicht Belgisch Grondwettelijk Recht, 1985, 319), par référence à l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 novembre 1924 :

Cet arrêté précise que, même si le pouvoir exécutif ne peut élargir ni restreindre la portée de la loi dans l'accomplissement de la mission qui lui est confiée par l'article 67, Constitution, il lui appartient tout de même de déduire du principe de la loi et de son économie générale, les conséquences qui en découlent naturellement, selon l'esprit qui a présidé au fondement de la loi et selon les objectifs qu'elle poursuit. Le Roi respecte donc les limites de son pouvoir lorsqu'il prend, pour l'exécution de la loi, des mesures normatives en vue d'atteindre l'objectif fixé par le législateur. Dans la mesure où il s'abstient d'élargir ou de restreindre la portée de la loi,

De Raad van State kan slechts vaststellen dat de wetgevende kamers die beperkende interpretatie nopens de draagwijdte van de wet van 26 maart 1971 zijn bijgetreden door de goedkeuring van het wetsontwerp, dat de wet is geworden van 24 mei 1983 inzake de kwaliteitsobjectieven van oppervlaktewater voor welbepaalde doeleinden. De Raad van State besluit dan ook dat huidig ontwerpbesluit in de wet van 26 maart 1971 geen wettelijke grondslag heeft.

I. De regering kan met deze visie niet instemmen, en zij wenst afstand te nemen van de verklaring die de regering in 1983 aflegde, om volgende redenen :

1. Indien de Raad van State de memorie van toelichting van de wet van 24 mei 1983 naast de memorie van toelichting van de wet van 26 maart 1971 had gelegd, had ze kunnen vaststellen, dat de door haar geciteerde interpretatie van de regering, gegeven in 1983, over de wet van 26 maart 1971, foutief was. De memorie van toelichting van de wet van 26 maart 1971 zegt immers (Parl. Doc. Senaat, zitting 1965-1966, stuk 212, p. 5) : « In de reglementering van de lozingen in de openbare wateren kunnen normen worden vastgesteld, die niet alleen zullen gelden voor de geloosde wateren, maar ook voor de ontvangende wateren ». Dit is niets anders dan een bevestiging van de algemene filosofie, dat zowel met kwaliteitsnormen als met emissienormen zal worden gewerkt.

De memorie van toelichting bij de wet van 24 mei 1983 strijdt dus met de memorie van toelichting bij de wet van 26 maart 1971.

2. Dat het uitvaardigen van kwaliteitsdoelstellingen op basis van de wet van 26 maart 1971 voor iedereen evident was, blijkt uit het feit dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976, dat het algemeen lozingsreglement omvat voor alle lozingen in ons land, in artikel 10 en bijlage VI de « Kwaliteitsobjectieven van de ontvangende wateren » omschrijft. Het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 zegt trouwens in zijn aanhef zelf reeds dat bij de opmaak ervan rekening werd gehouden met de toepassing van de E.G.-richtlijnen met kwaliteitsobjectieven voor oppervlaktewater, bestemd voor zwembadwater, en voor drinkwater.

De interpretatie van de regering uit 1983 over de wet van 26 maart 1971 is dus ten tweede in strijd met het basislozingsreglement, dat uit de wet van 26 maart 1971 voortvloeide, en nog steeds van toepassing is.

3. De wet van 26 maart 1971 werd voorafgegaan door de wet van 11 maart 1950 op de bescherming van de wateren tegen verontreiniging. Het verschil tussen beide wetten ligt in de structuur van het waterbeleid : in 1950 legde men de bevoegdheid bij de gemeenten, in 1971 werd ze gecentraliseerd. Deze wet werd uitgevoerd door een algemeen reglement van 29 december 1953, dat een systeem van kwaliteitsdoelstellingen invoert.

Het water wordt in drie klassen ingedeeld naargelang het gebruik (drinkwater, visserij en drinken van dieren, nijverheid), en voor elke categorie worden kwaliteitsnormen vastgesteld. De filosofie van de wet van 26 maart 1971 om ook kwaliteitsobjectieven vast te stellen stond dus reeds vast vanaf de jaren 1950, en de memorie bij de wet van 24 mei 1983 heeft hiervan blijkbaar geen kennis.

4. Het is niet omdat de algemene bevoegdheidsopdracht aan de Koning, in artikel 8 van de wet van 26 maart 1971, niet woordelijk de term « Kwaliteitsdoelstellingen » vermeldt, dat hij deze normen niet zou kunnen nemen. Artikel 3 van deze wet zegt met name : « De Koning stelt de algemene normen vast inzake de openbare riolen en de lozing van afvalwater, in de wateren bedoeld in artikel 1 (openbaar hydrografisch net) ». De heersende opvatting inzake de uitvoerende opdracht van de Koning wordt door Mast en Dujardin (Overzicht Belgisch Grondwettelijk Recht, 1985, 319) omschreven door verwijzing naar het arrest van het Hof van Cassatie van 18 november 1924 :

Dit arrest zegt dat al moge de uitvoerende macht bij het vervullen van de taak welke artikel 67, Grondwet opdraagt, de draagwijdte van de wet niet verruimen evenmin als beperken, het haar toch toekomt uit het beginsel van de wet en haar algemene economie, de gevolgtrekkingen af te leiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien volgens de geest die aan de opvatting van de wet ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die zij nastreeft. De Koning blijft dus binnen de perken van zijn macht wanneer hij uit eigen beweging optredend voor de uitvoering van de wet, normatieve maatregelen treft ten einde het doel dat de

il lui appartient dès lors, de choisir, librement les moyens susceptibles de mener à un tel résultat, sauf disposition contraire expresse de la loi.

La prise de règlement en matière de rejet d'eaux usées peut s'appliquer tant aux eaux réceptrices (norme de qualité) qu'à la source d'émission (norme d'émission). On peut regretter que l'article 3 de la loi du 26 mars 1971 ne soit pas plus explicite, mais il est clair que l'interprétation du Gouvernement dans l'exposé des motifs de la loi du 24 mai 1983 est beaucoup trop restrictive.

5. Une autre loi-cadre importante en matière d'environnement est la loi du 28 décembre 1984 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique. Cette loi ne précise, à aucun moment, explicitement dans la description des tâches exécutives du Roi, que ce dernier est habilité à prendre des normes de qualité.

Conformément au raisonnement développé au point précédent, le pouvoir exécutif a décidé que la fixation de normes de qualité de l'air s'inscrivait dans le contexte de la philosophie de base de la loi. Ces normes de qualité de l'air sont reprises dans les arrêtés royaux du 16 mars 1983, 3 août 1984 et 1er juillet 1986. Le Gouvernement n'a jamais déclaré que la loi du 28 décembre 1984 n'autorisait pas de telles normes. Tant dans ce cas que dans le cas des eaux de surface, il est évident que les lois de base du 28 décembre 1984, respectivement 26 mars 1971 avaient comme objectif de mettre en place le fondement légal pour toutes les mesures qui s'imposeraient à l'avenir dans le secteur concerné.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement se distancie de la déclaration du Gouvernement dans l'exposé des motifs de la loi du 24 mai 1983 et tient à donner au présent arrêté royal, le fondement légal exact, c'est-à-dire la loi du 26 mars 1971.

II. Le cas échéant, le Gouvernement est disposé à commenter le fondement de cet arrêté royal par rapport à la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

L'article 6, § 1, II, 1^o, de cette loi détermine que les Régions sont compétentes en matière d'environnement, dans le respect des normes légales générales et sectorielles du pouvoir national.

L'exposé des motifs (Sénat, 1979-80, n^o 1, p. 13), donne le commentaire suivant de l'article 6, § 1, II, 1^o : « Cette matière comprend, entre autres, la politique contre la pollution de l'air et de l'eau, et la lutte contre le bruit ». Les matières de la protection de l'environnement ainsi définies sont actuellement régies par trois lois : la loi du 28 décembre 1984 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

Le présent arrêté royal s'inscrit précisément dans l'article 6, § 1, II, 1^o, de la loi du 8 août 1980.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
Mme M. SMET

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, le 15 septembre 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « fixant des normes de qualité de base pour les eaux du réseau hydrographique public et portant adaptation de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales », a donné le 18 septembre 1987, l'avis suivant :

Ainsi que l'énonce son intitulé, l'arrêté en projet a pour but, d'une part, de fixer les normes de qualité de base — appelées « normes d'immission » — auxquelles doivent répondre les eaux du réseau

wetgever wilde bereiken, te verwezenlijken. Voor zover hij zich ervan onthoudt de draagwijdte van de wet te verruimen of te beperken, heeft hij dus bij stilzwijgen van de wet, de vrije keuze van de middelen die tot een dergelijk resultaat kunnen leiden.

Het nemen van reglementen inzake de lozing van afvalwater kan dus zowel slaan op het ontvangende water (kwaliteitsnorm), als op de lozingsbron (emissienorm). Misschien kan men betreuren dat artikel 3 van de wet van 26 maart 1971 niet explicieter is opgesteld, maar het is duidelijk dat de stelling van de regering in de memorie bij de wet van 24 mei 1983, deze tekst veel te restrictief interpreteert.

5. Een andere belangrijke kaderwet inzake leefmilieu is de wet van 28 december 1984 ter bestrijding van de luchtverontreiniging. Deze wet vermeldt nergens expliciet in de omschrijving van de uitvoerende taken van de Koning dat hij kwaliteitsnormen kan nemen.

Conform met de redenering uit vorig punt, heeft de uitvoerende macht geoordeeld dat het nemen van luchtkwaliteitsnormen in de lijn lag van de opvatting die aan de basis van deze wet lag. Deze luchtkwaliteitsnormen zijn opgenomen in koninklijke besluiten van 16 maart 1983, 3 augustus 1984, en 1 juli 1986. Nooit heeft de regering verklaard, dat de wet van 28 december 1984 dergelijke normen niet zou toelaten. Zowel in dit geval, als inzake oppervlaktewater, is het evenwel duidelijk dat de basiswetten van 28 december 1984, respectievelijk 26 maart 1971, bedoelden de wettelijke grondslag te bieden voor alle maatregelen welke zich in de toekomst zouden opdringen in de betrokken sector.

Om al deze redenen neemt de regering afstand van de verklaring die de regering bij de memorie van toelichting van de wet van 24 mei 1983 aflegde, en wenst zij huidig koninklijk besluit te baseren op de juiste wettelijke grond, zijnde de wet van 26 maart 1971.

II. Voor zover nodig, wil de regering de grondslag van dit koninklijk besluit ten aanzien van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, op de hervorming der instellingen toelichten.

Artikel 6, § 1, II, 1^o, van deze wet, bepaalt dat de gewesten bevoegd zijn voor leefmilieu, met eerbiediging van de wettelijke algemene en sectoriële normen van de nationale overheid.

De memorie van toelichting (Senaat 1979-80, nr. 1, p. 13), licht artikel 6, § 1, II, 1^o, toe : « Deze materie omvat onder meer de bestrijding van de lucht- en watervervuiling en van de geluidshinder ». De alzo vastgestelde materies inzake leefmilieubescherming worden momenteel geregeld door deze wetten : de wet van 28 december 1984 betreffende de strijd tegen de luchtverontreiniging, de wet van 26 maart 1971 betreffende de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, de wet van 18 juli 1973 betreffende de geluidshinder.

Huidig koninklijk besluit kadert dus precies in artikel 6, § 1, II, 1^o, van de wet van 8 augustus 1980.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
Mevr. M. SMET

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 15 september 1987 door de Staatssecretaris voor Leefmilieu verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « houdende vaststelling van de basiskwaliteitsnormen voor de wateren van het openbaar hydrografisch net en tot aanpassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater », heeft op 18 september 1987 het volgend advies gegeven :

Zoals zijn opschrift aangeeft, strekt het ontwerp-besluit ertoe, enerzijds, de basiskwaliteitsnormen — de zgn. « immissie-normen » — te bepalen waaraan de wateren van het openbaar

hydrographique public et, d'autre part, d'insérer dans l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, certaines dispositions en vertu desquelles les conditions de déversement visées dans cet arrêté et les conditions particulières imposées dans les autorisations de déversement doivent tenir compte des normes de qualité de base susmentionnées.

Le préambule de l'arrêté en projet invoque comme fondement légal de la réglementation envisagée, l'article 3, § 1er, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution. Aux termes de cette disposition, le Roi établit les règlements généraux relatifs aux égouts publics et aux déversements d'eaux usées dans les eaux du réseau hydrographique public et dans les eaux côtières.

En ce qui concerne la question de savoir si la loi du 26 mars 1971 peut constituer le fondement légal pour la fixation des normes dites « d'immission », il convient d'attirer l'attention sur la thèse que le Gouvernement a adoptée en la matière dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif aux normes générales et sectorielles d'immission en matière de protection des eaux de surface (Doc. parl., Sénat, 278 (1981-1982), n° 1). Dans ce document, le Gouvernement déclare notamment que la loi du 26 mars 1971 autorise uniquement la fixation des normes auxquelles doivent répondre les eaux usées déversées dans les eaux de surface — les normes dites « d'émission » —, mais qu'elle « ne contient aucune disposition permettant de réglementer l'immission ».

Le Conseil d'Etat ne peut que constater qu'en adoptant le projet de loi visé, qui est devenu la loi du 24 mai 1983 relative aux normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux de surface à usages déterminés, les Chambres législatives se sont ralliées à cette interprétation restrictive de la portée de la loi du 26 mars 1971.

Sur la base de cette interprétation, donnée par le législateur lui-même, il convient dès lors de conclure que l'article 3, § 1er, de la loi du 26 mars 1971 ne peut constituer le fondement légal pour la fixation des normes de qualité prévues par l'arrêté en projet.

Bien que la loi précitée du 24 mai 1983 confère au Roi le pouvoir de déterminer les « normes d'immission », cette habilitation, aux termes de la disposition expresse de l'alinéa 1er de l'article unique de cette loi, ne vise pas la fixation de normes auxquelles doivent satisfaire les eaux de surface en général; elle se limite, au contraire, à la fixation de pareilles normes pour « les eaux de surface à usages déterminés ».

La réglementation envisagée, qui serait applicable, selon l'article 1er de l'arrêté en projet, « à toutes les eaux du réseau hydrographique public » — quels que soient les usages auxquels ces eaux sont destinées — ne paraît dès lors pas davantage pouvoir s'inscrire dans le cadre de la compétence attribuée au Roi par la loi du 24 mai 1983.

Par ailleurs, il convient de souligner que les arrêtés royaux prévus par la loi du 24 mai 1983 doivent être délibérés en Conseil des Ministres et ne peuvent être pris qu'après consultation des Exécutifs régionaux, formalités qui n'ont pas été observées lors de l'élaboration du projet.

La chambre était composée de :

MM. :

P. Vermeulen, président;
J. Nimmegeers; W. Deroover, conseillers d'Etat;
Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. W. Deroover.

Le rapport a été présenté par M. J. Vande Lanotte, auditeur adjoint.

Le greffier,
F. Lievens,

Le président,
P. Vermeulen.

4 NOVEMBRE 1987. — Arrêté royal fixant des normes de qualité de base pour les eaux du réseau hydrographique public et portant adaptation de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics, et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1, II, 1°;

hydrografisch net moeten beantwoorden en, anderzijds, in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, bepalingen in te voegen krachtens welke de in dat besluit bedoelde lozingsvoorwaarden en de bijzondere voorwaarden welke worden opgelegd in de lozingsvergunningen, rekening moeten houden met de eerder vermelde basiskwaliteitsnormen.

Als rechtsgrond voor de ontworpen regeling wordt in de aanhef van het ontwerp-besluit artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging aangewezen, luidens welke bepaling de Koning de algemene reglementen vaststelt inzake de openbare riolen en de lozing van afvalwater in de wateren van het openbaar hydrografisch net en in de kustwateren.

Met betrekking tot de vraag of de wet van 26 maart 1971 de wettelijke grondslag kan vormen voor het vaststellen van zgn. « immissie-normen », dient de aandacht te worden gevestigd op de stelling die de Regering ter zake heeft ingenomen in de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet betreffende de algemene en sectoriële immissienormen inzake de bescherming van de oppervlaktewateren (Parl. St., Senaat, 278 (1981-1982), nr. 1). In dat document stelde de Regering met name dat de wet van 26 maart 1971 alleen toelaat de normen vast te stellen waaraan het afvalwater moet beantwoorden dat in de oppervlaktewateren wordt geloosd — de zgn. « emissie-normen » —, doch dat die wet « geen enkele bepaling (bevat) op grond waarvan de immissie gereguleerd kan worden ».

De Raad van State kan slechts vaststellen dat de Wetgevende Kamers die beperkende interpretatie nopens de draagwijdte van de wet van 26 maart 1971 zijn bijgetreden door de goedkeuring van het bedoelde wetsontwerp, dat de wet van 24 mei 1983 is geworden betreffende de algemene normen die de kwaliteitsobjectieven bepalen van oppervlaktewater bestemd voor welbepaalde doeleinden.

Op grond van die door de wetgever zelf gegeven interpretatie moet dan ook worden geconcludeerd dat artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 niet de rechtsgrond kan vormen voor het vaststellen van de in het ontwerp-besluit bedoelde kwaliteitsnormen.

Hoewel de eerder vermelde wet van 24 mei 1983 de Koning machtigt om « immissienormen » vast te stellen, geldt die machtiging luidens de uitdrukkelijke bepaling van het eerste lid van het enige artikel van die wet niet voor het vaststellen van dergelijke normen voor « oppervlaktewater bestemd voor welbepaalde doeleinden ».

De ontworpen regeling, die luidens artikel 1 van het ontwerp-besluit zou van toepassing zijn « op alle wateren van het openbaar hydrografisch net » — ongeacht voor welke doeleinden die wateren bestemd zijn —, blijkt derhalve evenmin te kunnen worden ingepast in de door de wet van 24 mei 1983 aan de Koning opgedragen bevoegdheid.

Overigens moet erop gewezen dat de in de wet van 24 mei 1983 bedoelde koninklijke besluiten in Ministerraad moeten worden overlegd en slechts na raadpleging van de Gewestexecutieven kunnen worden genomen, welke vormvoorschriften bij de totstandkoming van het ontwerp niet werden in acht genomen.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

P. Vermeulen, voorzitter;
J. Nimmegeers; W. Deroover, staatsraden;
Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer W. Deroover.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Vande Lanotte, adjunct-auditeur.

De griffier,
F. Lievens,

De voorzitter,
P. Vermeulen.

4 NOVEMBER 1987. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de basiskwaliteitsnormen voor de wateren van het openbaar hydrografisch net, en tot aanpassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 6, § 1, II, 1°;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment son article 3, § 1;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics, et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 3 et 10, § 1;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant qu'il s'impose de fixer d'urgence des objectifs généraux à atteindre en ce qui concerne la qualité des eaux de surface, et qui doivent être réalisés dans un délai déterminé;

Considérant que des objectifs généraux de qualité des eaux de surface, purement indicatives, avaient été fixés dans l'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées, et doivent donc être abrogés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à toutes les eaux du réseau hydrographique public, comme elles ont été définies à l'article 1^{er}, 2^e alinéa de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Art. 2. Le présent arrêté entend par normes de qualité de base, des normes qui doivent assurer le rétablissement d'un développement équilibré de la vie biologique dans les eaux concernées, ou, son maintien là où il est resté conservé.

Art. 3. § 1^{er}. Les normes de qualité de base sont définies en annexe du présent arrêté.

§ 2. Les normes de qualité de base dans la colonne I de cette annexe doivent être atteintes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Les normes de qualité de base dans la colonne II doivent être atteintes dans un délai de trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Les normes de qualité de base de la colonne III doivent être atteintes dans un délai de six ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Les normes de qualité de base figurant en annexe du présent arrêté sont des valeurs médianes. Les échantillonnages et le calcul de leurs valeurs médianes doivent être effectués comme suit :

— les échantillonnages et les calculs sont réalisés sur une base annuelle;

— au moins cinq échantillonnages doivent être réalisés aux mêmes endroits dans le courant de cette année;

— ces échantillonnages doivent être répartis de telle manière qu'il est tenu compte de différentes conditions météorologiques et climatologiques.

Art. 4. § 1. Les normes de qualité de base jointes en annexe ne sont pas d'application en cas de sécheresse exceptionnelle.

§ 2. Les normes de qualité de base jointes en annexe concernant les chlorures et les sulfates ne sont pas d'application pour les eaux de surface influencées par les marées ou par l'infiltration d'eau de mer.

§ 3. Les normes de qualité de base, jointes en annexe, ne sont pas d'application aux eaux, visées à l'article 1, ou à certains de leurs tronçons, s'il est démontré de façon cumulative que :

1^o tous les déversements, collectés ou non via des égouts publics, qui s'y jettent, respectent les conditions de déversement générales, sectorielles et spéciales pour déversements dans des eaux de surface;

2^o la poursuite d'un développement équilibré de la vie biologique via ces normes de qualité de base n'a pour ces eaux pas de sens du point de vue écologique;

3^o la charge polluante des eaux concernées dans le réseau hydrographique total est limité.

Art. 5. § 1. L'application des mesures à prendre en exécution du présent arrêté ne peut entraîner le recul direct ou indirect de la qualité actuelle des eaux de surface.

§ 2. Les régions peuvent fixer pour certaines eaux de surface ou parties d'eaux de surface, des normes de qualité de base plus sévères que ceux déterminés en annexe et peuvent imposer des délais d'entrée en vigueur plus rapprochés.

Art. 6. § 1. L'article 3 de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics, et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales est remplacé par la disposition suivante :

Les conditions de déversement générales, sectorielles et particulières définies dans le présent arrêté doivent être axées sur la réalisation des normes de qualité de base, fixés par Nous.

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen, en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater inzonderheid artikels 3 en 10, § 1;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat dringend vereist is, dat de algemene doelstellingen inzake te bereiken waterkwaliteit worden vastgesteld, en welke concreet dienen te worden bereikt binnen een aan te geven tijdsbestek;

Overwegende dat de louter indicatieve basiskwaliteitsdoelstellingen, die voorheen waren bepaald in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater, dan ook dienen te worden opgeheven;

Op voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op alle wateren van het openbaar hydrografisch net, zoals gedefinieerd in artikel 1, alinea 2 van de wet van 26 maart 1971 tot bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

Art. 2. Dit besluit verstaat onder basiskwaliteitsnormen, normen die moeten verzekeren dat de normale evenwichtige ontwikkeling van het biologisch leven in de betrokken wateren hersteld wordt of, waar aanwezig, gehandhaafd blijft.

Art. 3. § 1. De basiskwaliteitsnormen worden vastgesteld in de bijlage bij dit besluit.

§ 2. De basiskwaliteitsnormen in kolom I van deze bijlage moeten bereikt zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit. De basiskwaliteitsnormen in kolom II moeten bereikt zijn binnen de drie jaar na inwerkingtreding van dit besluit. De basiskwaliteitsnormen in kolom III moeten bereikt zijn binnen de zes jaar na inwerkingtreding van dit besluit.

§ 3. De basiskwaliteitsnormen in de bijlage bij dit besluit zijn mediaanwaarden. De monsternemingen en de berekeningen van hun mediaanwaarden dient als volgt te gebeuren :

— de monsternemingen en berekeningen gebeuren op jaarbasis;

— minstens vijf monsternemingen dienen op dezelfde plaatsen gedurende dat jaar te worden uitgevoerd;

— deze monsternemingen dienen zo in de tijd te worden gespreid dat met verschillende meteorologische en klimatologische omstandigheden rekening wordt gehouden.

Art. 4. § 1. De basiskwaliteitsnormen in bijlage zijn niet van toepassing in uitzonderlijke droogtesituaties.

§ 2. De basiskwaliteitsnormen in bijlage inzake chloriden en sulfaten zijn niet van toepassing voor de oppervlaktewateren die door getijden of door zeewaterinfiltratie worden beïnvloed.

§ 3. De basiskwaliteitsnormen in bijlage zijn niet van toepassing op die wateren, bedoeld in artikel 1, of gedeelten ervan, waarvoor cumulatief wordt aangetoond dat :

1^o alle lozingen, al of niet verzameld via openbare riolen, die er in uitmonden, voldoen aan de algemene, sectoriële en bijzondere voorwaarden voor lozing op oppervlaktewater;

2^o het nastreven van een normale evenwichtige ontwikkeling van het biologisch leven aan de hand van deze basiskwaliteitsnormen, ecologisch niet zinvol is, voor deze wateren;

3^o de vuilvracht van de betrokken wateren in het totale hydrografische net gering is.

Art. 5. § 1. De toepassing van de wegens dit besluit te nemen maatregelen, mag niet tot gevolg hebben dat de huidige kwaliteit van de oppervlaktewateren direct of indirect achteruit gaat.

§ 2. De gewesten kunnen voor bepaalde oppervlaktewateren of gedeelten van oppervlaktewateren strengere basiskwaliteitsnormen vaststellen dan deze uit de bijlage, of vroegere termijnen voor hun naleving opleggen.

Art. 6. § 1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater wordt vervangen door volgende bepaling :

De algemene, sectoriële en bijzondere lozingsvoorwaarden gedefinieerd in dit besluit moeten gericht zijn op de verwezenlijking van de basiskwaliteitsnormen, die door Ons worden bepaald.

Une copie de chaque autorisation de déversement sera envoyée au Ministre qui a la compétence régionale de l'épuration des eaux dans ses attributions.

§ 2. L'article 10 de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics, et dans les voles artificielles d'écoulement des eaux pluviales est remplacé par la disposition suivante :

L'autorité compétente pour l'octroi de l'autorisation de déversement peut, sans préjudice de l'application de l'article 6 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, fixer dans l'acte d'autorisation des conditions particulières qui résultent des circonstances locales et qui sont nécessaires pour :

- a) tenir compte des normes de qualité de base définies par Nous;
- b) tenir compte du fonctionnement normal des industries existantes et pour permettre l'implantation de nouvelles industries.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 novembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Mme M. SMET

Een afschrift van elke lozingsvergunning zal overgemaakt worden aan de Minister die regionaal bevoegd is voor de waterzuivering.

§ 2. Artikel 10 van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater wordt vervangen door volgende bepaling :

De overheid die bevoegd is voor de aflevering van de lozingsvergunning, onverminderd de toepassing van artikel 6 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, kan in de lozingsvergunning de bijzondere voorwaarden bepalen, die voortvloeien uit de plaatselijke omstandigheden en die noodzakelijk zijn om :

a) rekening te houden met de door Ons gedefinieerde basiskwaliteitsnormen;

b) rekening te houden met de normale werking van de bestaande industrieën alsook de inplanting van nieuwe industrieën toe te laten.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Mevr. M. SMET

Annexe — Bijlage

Qualité de base pour les eaux de surface ordinaires — Basiskwaliteit voor gewone oppervlaktewateren

Paramètres — Parameters	Unités — Eenheden	I	II	III
pH	Sørensen	6-9		
Accroissement température après mélange Stijging temperatuur na menging	°C		3	
Température Temperatuur	°C		25	
Oxygène dissous Opgeloste zuurstof	% saturation % verzadiging			50 %
D.B.O. B.O.D.	mg/l			6
Azote ammoniacal Ammoniakalestikstof	mg/l N			2
Phosphore total Totaal fosfaat	mg/l P			1
Chlorures Chloriden	mg/l Cl	250		
Sulfates Sulfaten	mg/l SO ₄		150	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques — fluoranthène — benzo(b)fluoranthène — benzo(k)fluoranthène — benzo(a)pyrène — benzo(g,h,i)perylène — indeno(1,2,3,c,d)pyrène	ng/l		100	
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen — fluorantheen — benzo(b)fluorantheen — benzo(k)fluorantheen — benzo(a)pyreen — benzo(g,h,i)peryleen — indeno(1,2,3,c,d)pyreen				

Paramètres — Parameters	Unités — Eenheden	I	II	III
Chlorofenolen Chlorophénols	ng/l/par substance ng/l/per substantie		100	
Substances tensioactives anioniques Anionische oppervlakte actieve stoffen	mg/l			0,5
Substances tensioactives non-ioniques Nonionische oppervlakte actieve stoffen	mg/l			0,5
Pesticides organochlorés Organochloorpesticiden				
total totaal	ng/l		30	
par substance per substantie	ng/l		10	
Polychlorobifenyis Polychlorobifenylien	ng/l	7		
Inhibiteurs cholinesterase Cholinesteraseremmers	ug/l		0,5	
Cd total Cd totaal	mg/l Cd	0,005		0,001
Cr total Cr totaal	mg/l Cr	0,05		
Pb total Pb totaal	mg/l Pb	0,05		
Hg total Hg totaal	mg/l Hg	0,0005		
Zinc Zink	mg/l Zn	0,3		
Cu total Cu totaal	mg/l Cu	0,05		
Nickel total Nikkel totaal	mg/l Ni	0,05		
Arsenic Arseen	mg/l As	0,05		
Cyanures totaux Totale cyaniden	mg/l CN	0,05		
Azote total Kj1 Totale NKj1	mg/l N			6
Hydrocarbures aromatiques monocycliques Monocyclische aromatische koolwaterstoffen	ug/l		2	

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 novembre 1987.

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE
Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
Mme M. SMET

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 november 1987.

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE
De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
Mevr. M. SMET

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 87 — 2164

29 OCTOBRE 1987. — Arrêté royal portant exécution de l'article 18bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, notamment l'article 18bis, inséré par la loi du 1er août 1985;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, du 15 juillet 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 87 — 2164

29 OKTOBER 1987. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 18bis der samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

BOUDEWLJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, samengeordend op 19 december 1939, inzonderheid op artikel 18bis, ingevoegd bij de wet van 1 augustus 1985;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers van 15 juli 1986;

Gelet op het advies van de Raad van State;